

Quand la crise sanitaire agit comme un révélateur

Crise sanitaire et crise sociale : des décennies de politiques libérales ont creusé les inégalités sociales, affaibli la protection sociale et plongé une partie de la population dans la précarité, voire la pauvreté. Ce gouvernement comme les précédents a une lourde part de responsabilité dans la situation : alors que les services publics (SP) jouent un rôle d'amortisseurs, parce qu'ils garantissent une égalité d'accès aux droits élémentaires, les politiques publiques n'ont eu de cesse de les réduire, et d'en priver l'accès à celles et ceux qui en ont le plus besoin. Les hôpitaux publics en font les frais : après des années de gestion comptaible, à fermer des lits, à mépriser les soignantes aujourd'hui à bout, mal payées et pas assez nombreux-es, le constat est sans appel. Pas de masques ni de protections au début de l'épidémie, pas assez de respirateurs ensuite, ni de lits de réanimation, ... Ce gouvernement n'a tiré aucun enseignement du printemps, il n'a pas anticipé la deuxième vague et sa gestion est affligeante. Dans l'éducation, rien n'a été fait pour aborder un rebond de l'épidémie, la rentrée s'est déroulée en mode dégradé sur le plan sanitaire (Blanquer ment sur le chiffres de contamination en lieux scolaires) et pédagogique : aucun plan de recrutement pour alléger les effectifs, pour permettre les remplacements. Pire, le budget 2021 prévoit une nouvelle saignée dans le second degré (1800 suppressions de postes). Les SP sont les grands oubliés des politiques budgétaires : 100 milliards pour les entreprises du CAC 40 dans le plan de relance, rien pour les SP.

Crise sanitaire et crise démocratique : ordres et contre-ordres, mensonges, annonces (auxquelles nos modes de vies -confinées ou non- sont suspendus), état d'urgence, couvre-feu, confinement... Nos libertés individuelles et publiques sont mises à très rude épreuve. Malgré le manque total de confiance envers Macron-Castex, nous nous plions cependant aux contraintes que nous impose la crise sanitaire. Il n'est pas question pour autant d'accepter les dérives d'un gouvernement autoritaire. Celui qui met sciemment en danger les travailleuses dans les transports, mais interdit les réunions festives ; qui entasse élèves et personnels dans les classes, mais ferme les lieux de culture ; qui réprime les lycéennes, prolonge l'état d'urgence, prépare la loi de sécurité globale, pour accentuer la répression et la privation des libertés.

Le syndicalisme de lutte et de transformation sociale doit continuer, dans cette époque troublée, à porter haut et fort ses valeurs pour construire un *jour d'après* qui rompe définitivement avec le néolibéralisme et les dérives autoritaires, sécuritaires, liberticides qui l'accompagnent.

Véronique PONVERT, Collège Léo Lagrange, Le Havre.

Crise sanitaire : explosion de la pauvreté dans la population étudiante

Dans les universités qui vivent leur deuxième confinement en cette année 2020, la précarité et la pauvreté parmi les étudiant.e.s atteignent des niveaux particulièrement inquiétants.

En temps « normal », 40 % environ des étudiant.e.s à l'université ont le statut de salarié.e.s – c'est beaucoup moins voire presque marginal dans les écoles d'ingénieurs, les classes prépa ou les BTS – mais il faut compter aussi le très grand nombre d'étudiant.e.s qui vivent grâce à des petits boulots, des « jobs » non déclarés dans le domaine de l'économie informelle (dans la livraison, la restauration, le soutien scolaire...). Aujourd'hui, comme lors du premier confinement, une bonne partie de ces activités s'est totalement arrêtée, ainsi que les stages dans les entreprises, rémunérés dès lors qu'ils dépassent 8 semaines, ce qui est souvent le cas en master. La majorité des étudiant.e.s qui ne vivent pas de l'aide directe de leurs parents se retrouvent donc à nouveau sans aucune source de financement et leurs difficultés sociales deviennent particulièrement critiques. C'est le cas en particulier d'une grande partie des étudiants étrangers. Pour tenter d'y faire face, les universités et les CROUS ont mis en place depuis le printemps des dispositifs d'aide alimentaire qui reçoivent un nombre d'étudiant.e.s de plus en plus important et les associations caritatives comme le Secours Populaire ou les Restos du Coeur alertent sur la proportion de plus en plus grande de jeunes en très grande précarité. Les revendications concernant l'extension du RSA aux jeunes de moins de 25 ans et la création d'une allocation d'autonomie pour tou.te.s les étudiant.e.s deviennent, dans ce contexte, de plus en plus urgentes.

Pierre-Emmanuel BERCHE, Université de Rouen.

POUR NOUS
CONTACTER

LE HAVRE

veronique.ponvert@orange.fr
stephanie_moi1980@yahoo.fr

ROUEN

pierre.berche@univ-rouen.fr

PONT-AUDEMER

pascal.adams@wanadoo.fr

LOUVIERS

alexis-rousselin@orange.fr

www.ecoleemancipee.org

Jean-Michel Blanquer, ministre autoritaire, joue la répression de tous les côtés !

Des lycéen-nes gazé-es et chargé-es devant leurs établissements : ces images ont fait le tour des réseaux sociaux mardi 3 novembre. Mobilisé-es pour obtenir un protocole sanitaire renforcé, des jeunes ont été brutalement réprimé-es par la police devant leur lycée, alors même que le ministre et l'ensemble du gouvernement clament partout leur attachement à la liberté d'expression !

Et le jeudi 5 novembre, c'est la rectrice de Poitiers qui continuait à garantir la liberté d'expression des enseignant-es en sanctionnant lourdement les « 4 de Melle », 4 collègues passé-es en commission disciplinaire en octobre pour s'être mobilisé-es contre la réforme du bac en janvier dernier. Alors qu'ils et elles se sont battus pour un bac national et égalitaire, qu'ils et elles ont dénoncé les conditions dans lesquelles se sont passées les épreuves communes de contrôle continu (des portes coupe-feu fermées, des pressions sur les élèves...), ces collègues écotent de sanctions allant du blâme à la mutation d'office !

Et pour garantir notre liberté pédagogique, le ministre avait demandé aux enseignant-es de signaler les élèves qui avaient tenu des propos ambigus lors de l'hommage à Samuel Paty : au lieu de permettre aux collègues d'échanger entre eux, de trouver des réponses collectives à apporter aux élèves, cette injonction a conduit 4 enfants de CM2 d'Albertville à passer une journée au commissariat pour être interrogés !

Depuis le début de son mandat, ce gouvernement a permis de plus en plus de répression et de violences policières lors des manifestations, et décide donc de se doter d'un outil législatif supplémentaire : la loi sécurité globale, actuellement en discussion et qui prévoit entre autres d'interdire de diffuser les images des policiers, de surveiller les manif's par des drones ...

Dans l'Éducation comme partout, nous devons faire face à une politique de plus en plus autoritaire, qui cherche à diviser, à empêcher les mobilisations par la peur...

Nous devons répondre à l'ensemble de ces attaques par nos luttes et nos solidarités.

Lien pour le soutien financier aux 4 de Melle :
<https://www.lepotcommun.fr/pot/n9i5n24r>

Stéphanie RIO, École maternelle Mont Lecomte, Le Havre.

Simulacre de protocole : le confinement s'arrête aux portes des écoles, des collèges et des lycées...

Au lendemain de l'annonce par le gouvernement d'un second confinement, Blanquer nous a informés que l'École ne suivrait pas les règles imposées au reste de la société et que le protocole déjà en place suffirait en étant « renforcé ». Cette annonce a paru tout de suite creuse aux différents acteurs de l'Éducation pour plusieurs raisons. Les injonctions sont toutes modérées par l'expression "dans la mesure du possible" et induisent une inégalité de traitement d'un établissement à l'autre. Par ailleurs comment faire « plus » alors que tout le monde semblait déjà donner son maximum ? Et sans moyen supplémentaire ?

La rentrée, déjà placée sous le signe du mépris avec un hommage à Samuel Paty au rabais, a vu se poursuivre la détérioration de nos conditions de travail et grandir notre sentiment d'insécurité sanitaire. Les efforts fournis en classe pour garder le masque, aérer, désinfecter mains et bureaux, pour assurer des cours de qualité sans disposer du matériel ni de lieux adéquats, pour se déplacer sans cesse et limiter le brassage des élèves, pour répéter tous ces gestes reconnus efficaces à l'endigement de l'épidémie, épuisent les personnels. Plus grave, ces efforts perdent leur sens quand chacun fait le constat qu'à de multiples moments toute précaution disparaît : une centaine d'élèves accolés mangeant à la cantine sans masque, plusieurs centaines d'autres rassemblés sous un préau de quelques dizaines de mètres carrés pour échapper à la pluie, etc. Élèves et personnels prennent la mesure de l'absurdité de la situation : pour la société, la norme c'est une personne pour 4m², pour l'École, elle reste de 1,50 m², voire moins...

Les HIS se multiplient et font entendre l'incompréhension et la colère des collègues. A l'heure du télétravail devenu la priorité dans le privé, les professeurs rejettent massivement l'enseignement exclusivement en distanciel. Mais entre garder les écoles toutes portes ouvertes (prendre le risque qu'elles deviennent des clusters) et fermer leurs portes, il y a une troisième voie : l'allègement des effectifs et le recrutement massif de personnels. Le dédoublement est une possibilité d'accueillir les élèves plus sûrement, et de permettre une vraie continuité pédagogique. Mais l'épuisement des personnels d'entretien, les non remplacement des collègues arrêtés exige aussi des recrutements massifs afin de compenser les

charges supplémentaires induites. C'est pourquoi la grève sanitaire de mardi a été importante, tout comme les autres formes de mobilisations à venir. En lieu et place du gouvernement, ce sont les personnels, les vrais garants de l'équité, de l'efficacité et de la continuité de l'école

Aurélie MOUCHET, Collège Eugène Noel de Montville.

L'impréparation et l'improvisation les plus totales, à nouveau à l'ordre du jour dans le premier degré

Le protocole sanitaire dit "renforcé" dans les écoles n'est qu'une illusion de plus lancée aux enseignant·e·s. Le renforcement passe par des lavages de mains supplémentaires, des brassages d'élèves que l'on doit éviter, et le port du masque pour les enfants dès l'âge de 6 ans. Ces mêmes enfants qui avant les vacances d'automne n'étaient pas vecteurs du virus, et à qui l'on doit expliquer que désormais, si, ils le sont ! Rien pour assurer la protection des personnels avec des masques à la hauteur de la gravité de l'épidémie que nous traversons, rien pour dépister massivement l'ensemble des personnels du secteur éducatif, rien pour dépister massivement l'ensemble des élèves toujours entre 25 et 30 par classe.

Aucun moyen supplémentaire de remplacement pour remplacer les collègues vulnérables, les collègues testés positifs, les cas contacts, sans parler des autres maladies qui arrivent avec l'automne. Du coup, des enseignants vulnérables ou malades vont travailler pour ne pas mettre en difficulté le reste de l'école qui devrait alors répartir les élèves dans les autres classes.

Pour résoudre le problème des cas contacts, la solution c'est que personne n'est cas contact ! Comme pour les enfants : en septembre des classes fermaient quand un élève était testé positif. Aujourd'hui il faut 3 cas dans la même classe, mais comme on ne teste aucun enfant, on ne détecte jamais 3 cas. Certains IEN demandent même aux écoles de ne pas prévenir les familles quand un élève est testé positif, contrairement à ce qui est prescrit dans la FAQ. Donc plus aucune classe ne ferme et le ministre peut se targuer d'une école où l'on ne se contamine pas !

Ce protocole n'est qu'une annonce de plus. Mais les contradictions flagrantes entre celui-ci et les réalités du terrain - rendant impossible toutes mesures protectrices - mettent en lumière la casse de

l'éducation nationale, malheureusement toujours en marche. Le manque d'installations sanitaires est déplorable, aucun investissement n'a été réalisé pour permettre aux écoles de s'adapter à cette crise. Le gouvernement était trop occupé cet été à mettre en place son projet de loi pour la création d'un statut de directeur, pour pouvoir s'occuper sereinement des conditions d'hygiène des élèves. Ils ont préféré créer des chefs plutôt que des installations sanitaires !

Le manque de personnels est tout autant déplorable. Pour combler le déficit d'enseignants un recours à la liste complémentaire - longue de 75 noms - aurait largement pu être fait en Seine-Maritime. Notre demande d'ouverture de cette liste a été balayée d'un simple revers de main. Au lieu de cela, l'administration a préféré faire une demande de recrutement de contractuel·le·s (d'ailleurs refusée par le ministre). Pourtant, c'est bien le recrutement d'enseignant·e·s titulaires qui permettrait de dédoubler les classes et d'avoir des effectifs réduits, facilitant ainsi le non brassage et assurant la protection des élèves et des personnel·le·s.

Mais ils ont préféré créer des chefs plutôt que des postes !

Depuis le début du reconfinement, rien n'a été anticipé. Les nouvelles modalités de formation continue, dites "en constellation" qui nécessitent des visites de classes (alors qu'il faut limiter les déplacements et le brassage !) et le remplacement des collègues en visite (alors qu'on est en pénurie de remplaçant-es) devaient continuer comme si de rien n'était. Même chose pour les dispositifs de formation REP+. Après 10 jours de retour en classe ils viennent seulement d'envisager de les arrêter.

Et Blanquer qui vient d'envoyer à la profession un très long mail de plusieurs pages pour vanter les mérites de ses évaluations nationales, comme si c'était l'urgence du jour ! En pleine vague épidémique, ils ne prennent aucune mesure mais s'obstinent dans leur obsession évaluative !

La grève du 10 novembre, avec des délais très courts pour s'organiser, si elle n'a pas été majoritaire dans les écoles, a révélé un ras-le-bol des collègues car on y a vu tout de même pas mal d'écoles fermées ou fortement grévistes. Il faudra des suites à cette journée car la période qui s'annonce va probablement encore voir la situation s'aggraver et nous devons trouver des cadres pour rompre l'accablement et l'isolement dans chaque école face à cette situation.

Pierre VIOT, Ecole Césaire Levillain, Grand Quevilly,
Christophe HAMON, Le Havre.

Lycées : face à la colère, Blanquer recule mais bien des choses restent à régler

Comme en collège, la colère était grande dans les lycées lors de la rentrée devant les atermoiements ministériels quant à l'organisation de l'hommage à notre collègue Samuel Paty. Plus qu'en collège sans doute, la possibilité de maintenir une ou deux heures de préparation a souvent été obtenue. Cela a été l'occasion de reprendre la main collectivement sur le métier par les échanges même bien trop brefs sur le sens à donner à cet hommage auprès des élèves. Cette séquence a permis aussi souvent de prendre conscience qu'un rapport de forces favorable pouvait être construit et les collègues se sont alors emparés de la question sanitaire. En lycée plus encore qu'en collège sans doute là aussi, l'entassement dans les couloirs, les cantines bondées, le brassage incessant des élèves du fait de l'éclatement des divisions provoqué par la réforme ont contrasté avec le discours alarmiste sur l'épidémie justifiant le reconfinement. Les élèves ont fait part de leur désarroi par les photos d'espaces bondés sur les réseaux sociaux et parfois par la mobilisation. Celle-ci est montée d'un cran chez les collègues également allant de la multiplication des heures syndicales et des AG au débrayage. Le résultat dans beaucoup d'établissements a été la mise en place de dispositifs divers d'allègement des effectifs pouvant aller jusqu'à un fonctionnement en demi classes alternantes, dispositifs négociés avec la rectrice puis rendus possibles par l'intervention de Blanquer le jeudi soir. Celui-ci tentait par là et par la suppression des épreuves communes du tronc commun en première et terminale d'éteindre le feu qui prenait sur la plaine et qui risquait de s'étendre avec le mot d'ordre de grève initié par le SNES pour le mardi 10 novembre.

Tout le problème réside maintenant dans le caractère non obligatoire et très disparate des dispositifs d'allègement ainsi que dans le maintien des épreuves de spécialité en mars (intenable) et l'absence d'aménagement de programme pour les lettres (bac français maintenu) et la philo. Tout est ainsi en place pour organiser la concurrence entre lycées maintenant un présentiel complet (généralement des établissements de centre ville subissant une forte pression de parents favorisés) et les autres dont les élèves perdent par l'alternance une part importante des enseignements auxquels ils ont droit. Où l'on voit donc les effets délétères de la fragmentation socio-spatiale (c'est pas un scoop!) et de la logique de concurrence

entre des établissements aux « cultures » différentes. Les collectifs en lutte vont donc devoir se saisir de ce problème épineux au risque d'une pression très forte pour un retour de tous les établissements à 100% !

Pascal BESUELLE, Lycée Fresnel, Caen.

ABONNEZ-VOUS !
*L'École Émancipée, c'est aussi une
revue syndicale et pédagogique
paraissant depuis 1910.*

